

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - Juin 2008 - n° 111



Numéro spécial :

« **Quand l'Afrique s'éveillera** »

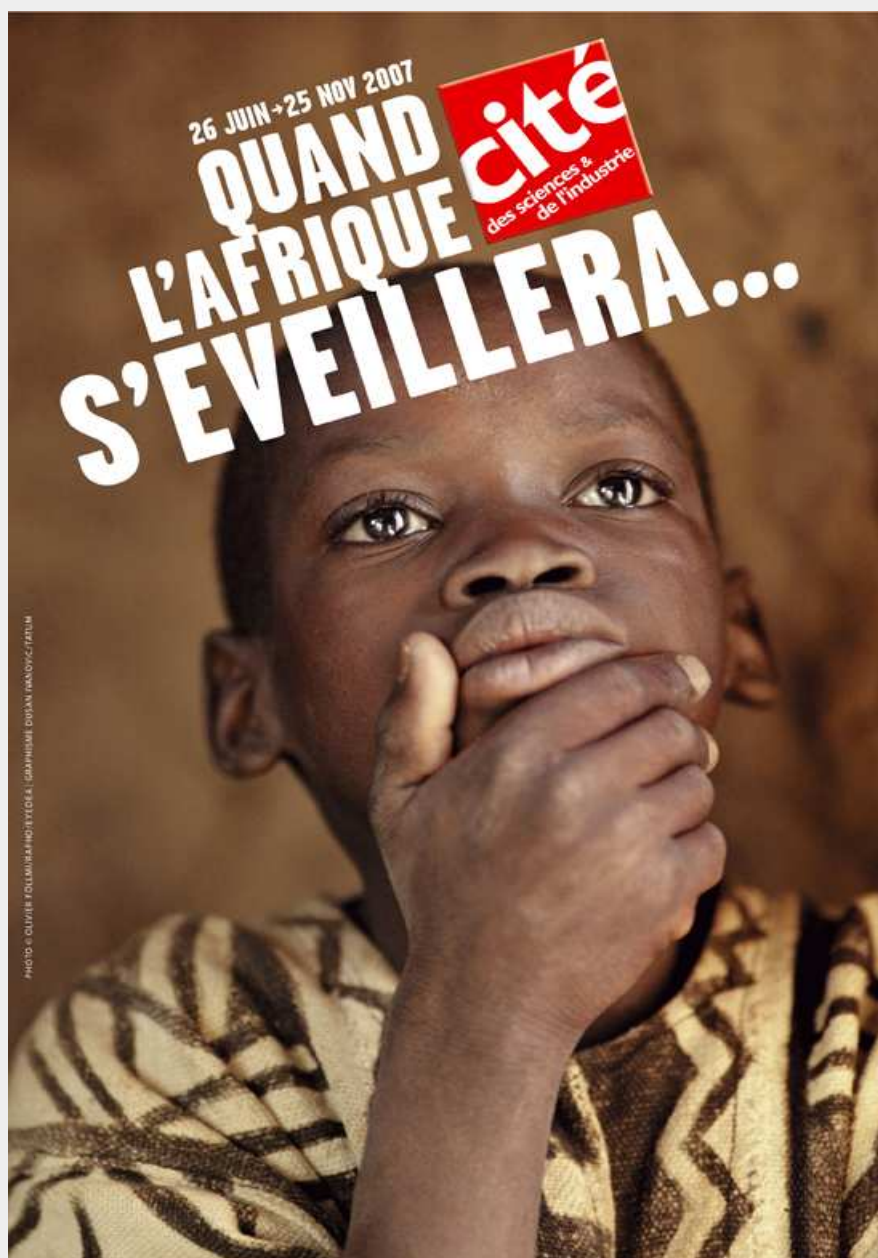


enda europe

Une exposition à la Cité des Sciences et de l'Industrie et ses retombées

Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rendues entre juin et novembre 2007 à la Cité des Sciences et de l'Industrie de La Villette pour voir l'exposition « Quand l'Afrique s'éveillera ».

Après cette visite, comment l'Afrique leur apparaît-elle ? Pour le savoir, une enquête « sortie d'expo » a été effectuée. Ce numéro spécial de « La Lettre de la CADE » en donne les résultats commentés et les réactions de deux amis de la CADE qui présentent les défis que doit affronter cette Afrique subsaharienne et les solutions qu'elle y apporte. ■



L'Afrique à la Cité des Sciences et de l'Industrie

Cette exposition temporaire a été réalisée par l'équipe de journalistes de Sciences-actualités, dirigée par Alain Labouze et Isabelle Bousquet-Maniguet, conseillée par Georges Courade de l'IRD, administrateur de la CADE et par Jan Polcher du CNRS. Elle disposait d'un espace restreint de 300 m² pour se déployer. Les choix ont donc porté sur la réalisation de panneaux autour de quatre thèmes : le défi alimentaire, l'accès à la santé, l'exploitation des richesses potentielles et l'avenir des sociétés. A cela se sont ajoutés 4 films : la calebasse et le pluviomètre (30 mn), les TIC au Sénégal (18 mn), le ventre de Douala (20 mn) et Nepad : l'Afrique d'abord (10 mn). Le premier film était projeté en permanence et bénéficiait par conséquent d'une meilleure visibilité. Un arbre à proverbes et des objets (sculptures et peintures de Ndary Lo, de Niko, d'Emile Yombi et d'Ismaïl Diabaté) venaient apporter une note vivante d'art et d'oralité à cette exposition où science et technologie étaient premières. La disposition des lieux obligeait à lever les yeux sur les proverbes, qui n'ont pas été forcément lus. Huit experts (Alioune B. Camara, Georges Courade, Michel Griffon, John Kilama, Solange Koné, Jean-Paul Moatti, Bonaventure B. Ondo et

Jan Polcher) ont exposé succinctement leur point de vue sur des bornes d'écoute¹. Des quiz permettaient au visiteur de vérifier ses connaissances et appréciations de l'Afrique.

Le public pouvait s'enregistrer à l'aide d'une webcam pour donner son sentiment sur l'avenir du sous-continent subsaharien. Visiter l'ensemble et visionner les films et les avis d'experts supposait d'y passer deux heures, ce que fort peu de visiteurs ont réussi à faire. Jugements et prises de position sont donc déterminés par ce qui a été effectivement vu et entendu.

L'exposition voulait montrer de manière objective et lucide les atouts et les problèmes du sous-continent, tout en indiquant en quoi la science et la technologie pouvaient aider à son développement. Le titre « Quand l'Afrique s'éveillera... » annonçait le parti pris optimiste sur le devenir de l'Afrique subsaharienne. Les

questions politiques (*politics*) ont été toutefois tenues à l'écart alors que les politiques publiques (*policies*) dans des domaines aussi cruciaux que l'alimentation et l'agriculture, la santé ou la politique énergéti-



Photo: Cité des Sciences et de l'Industrie

que ont été traités dans l'espace limité accordé. Ce qui était présenté n'a cependant pu aller dans les détails, ni montrer la dimension proprement politique des problèmes de construction étatique, notamment, que doit affronter l'Afrique. Films et avis d'experts ont indiqué contraintes, obstacles et pistes pour le développement du sous-continent. Des proverbes ont été sélectionnés pour faire partager la vision africaine du monde.

Réalisée de juin à novembre 2007 par une dizaine d'enquêteurs, à différents moments de la semaine, l'enquête conduite par la CADE, en collaboration

¹ **Alioune B. Camara** : « Tant qu'on n'améliorera pas l'éducation, on ne créera pas les conditions du développement... » ; **Georges Courade** : « Pour un développement de l'Afrique, la recherche doit être à l'écoute de la demande sociale... » ; **Michel Griffon** : « La conjonction des savoirs locaux et de l'écologie moderne peut entraîner une révolution agricole en Afrique... » ; **John Kilama** : « Sans l'appui des gouvernements africains, la science et la technologie ne peuvent pas contribuer au développement de l'Afrique... » ; **Solange Koné** : « Je voudrais crier mon indignation sur la façon dont la question sanitaire est traitée en Afrique... » ; **Jean-Paul Moatti** : « Pour lutter contre la pauvreté en Afrique, il faut changer les conditions de financement de la santé... » ; **Bonaventure B. Ondo** : « Si demain un Africain inventait le vaccin contre le paludisme et devenait prix Nobel, cela changerait l'ordre du monde ! » ; **Jan Polcher** : « le réchauffement climatique rend encore plus urgent les recherches pour améliorer l'accès à l'eau... ».

avec la Cité des Sciences, a porté sur 200 personnes, sans que l'on puisse dire si cet échantillon est véritablement représentatif du public qui a visité l'exposition au sens statistique du terme. Elle avait pour objectif de mesurer l'impact de cette exposition sur des visiteurs considérés comme du grand public, près d'un demi-siècle après l'indépendance des pays d'Afrique subsaharienne.

Le public enquêté : disponible pour mieux comprendre

54 % des enquêtés étaient des femmes et 46 % des hommes, les hommes étant plus âgés que les femmes. Les jeunes adultes nés après la décolonisation et l'indépendance étaient majoritaires. Ils n'avaient pas vécu en direct l'histoire coloniale de la France.

Age	Nombre	%	Rappel France entière
Moins de 14 ans	4	2 %	18 %
15-44 ans	122	61 %	42 %
45-59 ans	45	23 %	19 %
Plus de 60 ans	28	14 %	21 %
Non rempli	1		
Total	200	100 %	100 %

On peut donc supposer que les présumés de type coloniaux ne pouvaient obscurcir leur vision de l'Afrique subsaharienne.

Les résidents de Paris et de la région parisienne forment une cohorte de 52 % des enquêtés et les citoyens français en représentent 78 %. Les Européens non Français et les ruraux fran-

çais avoisinaient les 10 % chacun. C'est dire si les résultats



Photo: Cité des Sciences et de l'Industrie

sont l'expression du regard des citoyens hexagonaux. Un enquêté sur vingt, seulement, est originaire d'Afrique subsaharienne et des DOM-TOM.

Cadres et enseignants sont majoritaires (48 %). Parmi les scolaires et étudiants, les filles sont deux fois plus nombreuses que les garçons. Employés et ouvriers ne sont que 15 %. Bref, l'exposition a été fréquentée par des personnes « généralement bien informées » ou « désirant se former », majoritairement.

47 % des visiteurs avaient visité l'Afrique. 36 % en avaient une connaissance indirecte, mais près d'un quart avait de la famille là-bas. Ceci corrige le sentiment de faible fréquentation de gens ayant une relation culturelle forte avec le sous-continent.

48 % sont venus spécialement voir cette exposition, alors que la Cité n'avait pas fait grand battage autour d'elle dans les

moyens de transport en commun par exemple ou à l'entrée de la Cité. Le bouche-à-oreille a certainement fonctionné et la Cade a informé ses correspondants. 33 % sont venus par hasard. Enfin, 38 % étaient en famille, 17 % en groupe et 22 % en individuel. La majorité des personnes enquêtées (59 %) a passé plus de 40 mn dans l'exposition, ce qui est relativement conséquent et montre l'intérêt qu'ils lui ont accordé.

Une meilleure connaissance de l'Afrique

80 % des enquêtés estiment avoir acquis une plus grande connaissance de l'Afrique à la suite de cette visite, 13 % ont modifié leurs idées antérieures et 10 % avouent avoir découvert ainsi le continent subsaharien. Panneaux et films ont recueilli un franc succès. Les avis des experts et les proverbes ont été moins écoutés et moins vus. Les films, « Le ventre de Douala » et « La calabasse et le pluviomètre » ont connu la meilleure écoute avec 51 et 44 % des visiteurs. « Les Tic au Sénégal » a été visionné par 30 % d'entre eux. Les panneaux portant sur le défi alimentaire, le droit à la santé et les richesses du continent ont retenu l'attention de plus de 75 % des enquêtés. 62 % ont regardé ce qui était dit sur les sociétés africaines.

Si un visiteur sur deux n'a vu aucun expert, ce sont les avis de Solange Koné, Bonaventure Mvé Ondo, Alioune B. Camara et Georges Courade qui ont été le plus écoutés par ceux qui ont jugé utile de le faire.

Une vision complexe et lucide du développement de l'Afrique

60 % des visiteurs ont retenu que le développement de l'Afrique subsaharienne était complexe, 45 % sont optimistes et 40 % en sont sortis avec une image positive, ce qui est remarquable par rapport aux informations véhiculées par les grands médias écrits et audiovisuels. Les commentaires des visiteurs recueillis permettent de préciser les opinions.

en tête. La pandémie de Sida mobilise toujours l'attention et la faim reste l'apanage de l'Afrique pour l'audiovisuel français qui oublie que malnutrition et sous-nutrition touchent encore plus de personnes en Asie du Sud (Inde comprise). Vient ensuite corruption et pillage du continent. On sait que la Banque mondiale a mis en tête de son agenda la corruption et que les alter-mondialistes s'inquiètent beaucoup après les anciens tiers-mondistes du pillage du continent. Curieuse-

est surpris de voir que les visiteurs, en majorité femmes, ne mettent pas en avant la situation personnelle, économique et sociale des femmes, l'un des objectifs importants du millénaire du développement (OMD). Les guerres et les dictatures recueillent un score modeste, alors qu'il s'agit du combat essentiel de certaines ONG françaises ou de certaines vigies médiatiques, qui parlent d'abondance de génocides. Maturité du public de l'exposition ? Sans doute, si l'on voit qu'il ne s'inquiète pas

Ont été majoritairement mentionnées l'importance des richesses naturelles (minérales surtout) et des potentialités (28 citations), la jeunesse de la population du continent (12 citations). Cela entretient l'optimisme d'autant que le sous-continent est jugé dynamique, vivant et créatif et que les Africains et ceux qui s'intéressent à eux ont pris conscience des défis à relever. Le courage et la volonté de se prendre en charge sont soulignés par de nombreux visiteurs en même temps que l'espoir mis dans les futures élites et les nouvelles générations. Certains misent sur les nouvelles technologies (dont le mobile et l'énergie solaire) ou les nouvelles plantes (spiruline, etc.). Si l'augmentation de l'aide est souhaitée, peu s'en remettent à la coopération ou à l'aide internationale (Banque mondiale ou humanitaire). On compte sur les acteurs de terrain, les recherches sur l'eau, le climat, les médicaments et les sols, mais aussi sur l'adaptation locale des technologies transférées. On rappelle que le changement sera long et que la famille en sera le fondement. Si les jeunes sont porteurs d'avenir pour beaucoup, aucun(e) visiteur(se) n'a souligné le rôle que pourraient jouer les femmes, libérées de certains carcans ou oppressions. Les compétences, les initiatives et capacités africaines sont mentionnées. Et certains estiment que les solutions adaptées au contexte local existent déjà pour résoudre les problèmes qui se posent.

La complexité de la situation du sous-continent n'a pas échappé à de nombreuses personnes qui estiment que les Africains peuvent se prendre en charge si on leur en donne l'occasion et qu'on les laisse faire. D'autres se demandent cependant pourquoi la dépendance du continent et des individus reste si grande, les empêchant de le faire. La mainmise des grandes puissances et l'ampleur des inégalités entre riches et pauvres sont perçues comme des obstacles. Certains insistent sur la

difficulté à faire bouger un continent qui requiert des solutions spécifiques.

D'autres soulignent les problèmes de gestion et le manque d'organisation des gouvernements, ainsi que le fossé entre les discours politiques et les pratiques.



Photo: Cité des Sciences et de l'Industrie

Les pessimistes pensent qu'il y a beaucoup à faire en même temps pour sortir de la pauvreté et que les chiffres sont alarmants, le pire attendant les générations futures. Sont mis en cause la corruption, le « pillage occidental » et l'ingérence étrangère, la mondialisation, le FMI, les disparités Nord-Sud ou les subventions agricoles. Les problèmes de santé (Sida notamment), le manque d'infrastructures, la pauvreté, l'expatriation des élites, la pauvreté des sols, des moyens de transport défectueux, l'absence de sens du business, le changement climatique en cours, des densités trop fortes ou des dirigeants peu conscients semblent des défis très difficiles à surmonter. Si l'on y ajoute les incompréhensions entre intellectuels africains et occidentaux et les préjugés, les problèmes ethniques, l'ampleur des migrations, bien des visiteurs ne voient pas comment l'Afrique peut s'en sortir, d'autant que l'aide ne va pas là où elle devrait et que le système économique n'est pas favorable (faible intégration économique et appartenance à la zone euro). Au total, certains en concluent que c'est une « situation sans véritable solution », qu'« on ne sait pas par quoi commencer » ou même que c'est un « continent qui semble perdu d'avance ».

Dans le classement des problèmes à venir du continent, défis alimentaire et sanitaire arrivent

ment, la formation, la surpopulation ou la dictature ne figurent pas en tête du palmarès. Et l'on

de la démographie galopante et de ses effets migratoires. Certainement, quand on voit qu'il

ne va pas sur les traces d'A. Kabou qui prétend que les Africains ont des « mentalités peu favorables au développement ». Seuls points sombres, le faible score autour du manque d'écoles et de la situation des femmes.

Les avancées scientifiques les plus porteuses notées par le public relèvent du secteur santé (vaccins et traitement du Sida), de l'énergie (solaire), même si l'Afrique accuse un retard vertigineux dans ce domaine eu égard à son potentiel. Viennent ensuite les technologies simples, la prévisibilité climatique (hautement sophistiquée) et les nouvelles technologies de l'information. Aliments nouveaux et plantes améliorées (par voie naturelle ou biotechnologique) recueillent moins de suffrages, alors que les laboratoires suisses ou américains sortent des variétés de riz et maïs visant à combattre les carences en vitamine A des enfants par le biais de semences non reproductibles. Notre public reste réaliste !

Les dimensions oubliées de l'exposition selon les visiteurs

L'exposition n'avait pas pour objectif d'aborder tous les problèmes africains et elle se voulait un état des connaissances et une illustration de ce que pouvait apporter la science et la technologie au sous-continent. Les visiteurs ont cependant pris la peine de dire ce qui manquait à leur avis à cette exposition, reconnaissant, pour une majorité d'entre eux, que leurs atten-

tes avaient été satisfaites. En voici une synthèse.

Par ordre d'importance, ce sont les problèmes politiques (dictatures, Françafrique, démocratie à l'africaine), la question de la guerre (civile, ethnique, etc.), de la corruption, de la formation et de l'éducation, du pillage des ressources qui arrivent en tête. La mondialisation (multinationales, dette, FMI, prix des matières premières, solidarité Nord-Sud, pression chinoise), les migrations et la fuite des cerveaux viennent en deuxième position. En troisième, se situent la condition féminine (et la polygamie), les religions et la culture, les infrastructures de transport, les épidémies et maladies (malaria, sida), les problèmes économiques et les questions environnementales (biodiversité, déforestation, pollution, etc.). Dans cette énumération des manques, on peut voir à la fois le reflet des représentations médiatiques les plus usitées et les craintes qu'elles génèrent, comme l'impact de l'activité militante de certaines associations. Le thème des droits de l'Homme reste pourtant mineur et l'explosion démographique et urbaine ne semble pas susciter un intérêt majeur comme cela serait le cas en milieu anglo-saxon.

L'Afrique a des choses à nous apporter

Pour le public de l'exposition, la solidarité (69 %), les tontines ou le micro-crédit (53 %) viennent en tête des atouts de l'Afrique. L'inventivité paysanne et la débrouillardise urbaine restent aussi des leviers pour l'avenir. Compte tenu de ces

réponses, on ne s'étonnera pas que 90 % estiment que le continent subsaharien ait quelque chose à apporter à l'Europe.

D'une manière générale, c'est la culture africaine qui semble constituer, avec le sens de la solidarité (sans que cette notion soit parfaitement comprise) l'apport le plus important de l'Afrique à l'Occident. La sagesse africaine (la philosophie de la vie), la qualité des relations humaines, le sens de la famille, le refus du matérialisme, l'hospitalité, le savoir-vivre (rapport au temps, insouciance, joie de vivre, sens de la fête) se situent en second. Ces assertions ne sont pas toujours dénuées d'essentialisme. Ce sont cependant des éléments très appréciés du style de vie africain qui ne serait pas « stressant » : le public n'imagine pas que les Africains puissent se sentir aussi déstabilisés qu'eux avec la crise, la paupérisation du continent et l'augmentation actuelle des prix des denrées de base. Au plan des ressources, viennent à égalité les apports en matières premières et en ressources naturelles, en même temps que les « savoirs ancestraux » dans le domaine médical ou agricole. On crédite volontiers les subsahariens de rapports apaisés à la nature et de respect de l'écologie, toutes choses qu'ils pourraient nous apprendre ! L'apport de l'Afrique en cerveaux et en main-d'œuvre non qualifiée est volontiers oublié, tant la question migratoire semble occultée. Et l'on est étonné que le sport ne soit pas cité, alors que de nombreux sportifs subsahariens se sont illustrés dans le football et le tennis. ■

Georges Courade,
Vice-président de la CADE

Nous remercions vivement : le personnel de la Cité des Sciences et de l'Industrie qui a rendu possible cette enquête, mais aussi les personnes - **Xavier Charoy, Michel Levante**, membres de la CADE, **Nora Beck, Françoise Gardes, Anne Laure Jutier, Sofia Karimi Nemch, Sophie Rech, Katharine Tancke, Theresia Toeglhofer** de Sciences Po Paris, **Adrien Brunetti** de Université Paris Dauphine, **Kandida Muhuri** de l'École EFFICOM de Paris, **Samy Labeyrie** de l'INSA de Lyon et **Bacary Sagna** de l'Université Paris 12 de Créteil-, pour la qualité de leur travail.

Quelles bases pour le développement de l'Afrique ?

Mon intervention portera sur deux points : l'évolution de la perception de l'Afrique dans la géopolitique mondiale et la question de la responsabilité des Africains dans son appauvrissement ou dans son mal-développement. Deux citations orienteront celle-ci « **Vous irez chercher la science jusqu'en Chine s'il le faut** » (Cheikh Amidou Kane) et « **Quand tu ne sais où tu vas, regardes d'où tu viens** » (proverbe africain).

La colonisation s'est achevée en 1960 dans la plupart des pays africains, excepté les pays lusophones. Lors de la guerre froide, les ambitions de l'Union Soviétique ont donné les résultats que l'on sait dans un pays comme l'Angola suffisamment bien doté en ressources pétrolières. Dans les années 1980, Banque mondiale, FMI et Etats-Unis ont imposé des politiques d'ajustement structurel et ont fait partager à la société civile les responsabilités des échecs de ces politiques. Les Etats-Unis reviennent maintenant dans le golfe de Guinée extraire du pétrole et faire barage au « terrorisme ».

Deux faits caractérisent aujourd'hui la situation économique et géopolitique de notre continent. Des pays comme le Burkina-Faso et le Ghana font la fierté de Jacques Diouf à la FAO, alors que la Grande-Bretagne exige avec force la marginalisation du Zimbabwe qui accumule les

problèmes (inflation gigantesque et déstructuration économique). Le deuxième, c'est le procès qu'une certaine presse fait à l'Afrique pour la nature de ses relations avec la Chine.

Rappelons avec force aussi que pour l'heure les populations africaines ont plus besoin de pain que de verbe. La prospérité économique et le développement peuvent précéder la démocratie. De l'Afrique, on ne montre que l'image de la misère et de la guerre, du Darfour, de la Somalie et des magasins vides d'Harare. On aurait bien voulu voir en Afrique des pays modèles comme la Corée du Sud, Taiwan ou Singapour dont la prospérité actuelle tient en grande partie au soutien financier des Etats-Unis pour les deux premiers et de la Grande Bretagne pour Singapour.

« POUR APPRENDRE A LIER LE BOIS AU BOIS, POUR VAINCRE SANS AVOIR RAISON, VOUS IREZ CHERCHER LA SCIENCE JUSQU'EN CHINE, S'IL LE FAUT »

Cette prescription de la Grande Royale aux peuples des Dialobé (Cheikh Amidou Kane) est plus que d'actualité. Elle reconnaît l'importance de la science et de l'éducation pour le développement et la nécessité de diversifier ses partenaires internationaux. Cette quête du savoir et du savoir-faire pousse les populations africaines hors de

leurs pays respectifs, mais ils en payent le prix fort pour se faire accepter en Afrique et hors d'Afrique.

Je voudrais ici aborder la question de la responsabilité des Africains dans le développement de leur continent. Certes, les potentialités de l'Afrique au Sud du Sahara sont immenses pour les ressources naturelles comme humaines. Il nous faut distinguer enfants et adolescents d'un côté et adultes actifs de l'autre. Tous sont dans le désarroi total. Les premiers ont besoin d'éducation et de nourriture tandis que les seconds sont entre l'espoir et l'incertitude, le refus de la résignation avec la conviction que l'avenir doit être ouvert malgré la multitude des blocages. En Afrique, les stratégies inventées pour apprivoiser crises et politiques d'ajustement structurel permettent au mieux de survivre. Dans les pays d'accueil en Europe et en Amérique, les Africains sont en quête d'identité, de repères et ils doivent s'imposer. Dans un cas comme dans l'autre, il faut revenir se ressourcer à la maison. Et le chanteur nigérian Prince Niko Mbarga de rappeler que « *Home be home* », tu ne seras jamais renié chez toi.

« QUAND TU NE SAIS PAS OU TU VAS, REGARDES D'OU TU VIENS »



Je soulève en fait la problématique de la relation des Africains en Afrique et de la diaspora avec l'Afrique, mieux, de la question de la responsabilité dans le partenariat scientifique et dans la coopération internationale.

Peut-être, parce que « *le bien ne fait pas du bruit* », on parle très peu d'un pays comme le Botswana. Ce petit pays presque désertique n'a ni pétrole, ni forêt, seulement des diamants et du nickel. Pourtant, malgré la menace du VIH/sida, l'université de Gaborone s'affirme au fil des ans comme une référence dans le domaine de la chimie. De nombreux universitaires et chercheurs camerounais, que je connais bien, y trouvent les équipements qui leur font défaut. Le NEPAD devrait en tenir compte.

Selon la commission Economique pour l'Afrique, des pays comme l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le Kenya et le Zimbabwe possèdent déjà une base scientifique et technologique relativement développée et pourraient, avec un investissement supplémentaire relativement réduit, mettre sur pied des établissements technologiques et scientifiques de haut niveau qui profiteraient à tout le continent. On sait par contre les enjeux autour du pétrole au Nigeria, du cacao

en Cote d'Ivoire et de la réforme foncière au Zimbabwe.

Bien que le nombre d'universités africaines soit passé de 13 en 1960 à 300 en 2002, la plupart de ces institutions manquent d'infrastructures et d'équipements scientifiques. Le personnel, même de haut niveau, en est réduit à se battre pour survivre dans certains pays. Il en résulte que leurs productions sont parmi les moins nombreuses (moins de 2 % de la production scientifique mondiale). Les programmes d'ajustement structurel des années 80 ont réduit les budgets de l'éducation et les initiatives d'aide PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) pour la Banque mondiale et C2D (Contrat de Désendettement Développement) pour la Coopération française, ont mis à l'écart l'enseignement supérieur. Toutefois, cette marginalisation de l'enseignement supérieur ne saurait aucunement justifier la clochardisation des universitaires, moins encore la part insignifiante des dépenses destinées à la Recherche-Développement sur l'ensemble du continent (0,4 % du PIB).

Les pays qui aujourd'hui¹ en Afrique assurent des revenus acceptables à leurs universitaires (Sénégal ou Burundi) ne sont pas forcément les plus nantis en pétrole, diamant ou bois. Je rappelle que parmi les quatre lauréats de

la troisième édition du Prix de la Francophonie pour jeunes chercheurs 2006-2007, le seul Africain était un géographe camerounais, les trois autres étant des Canadiens.

Prise en charge et pratiques du développement en Afrique

Les populations africaines n'ont pas attendu les injonctions des institutions internationales pour prendre en charge le développement de leurs sociétés respectives. Au Cameroun, le développement des campagnes assuré par les citoyens a revêtu diverses formes, allant du financement de la mutation agricole pour nourrir les villes à la construction d'équipements collectifs (écoles, collèges, universités, dispensaires, hôpitaux, foyers culturels, édifices religieux), à celle d'infrastructures routières (routes, ponts). Ainsi, en 2000, 40,7 % des établissements scolaires, 43,6 % des établissements sanitaires et 44,5 % des foyers culturels de la région des Grassfields ont été financés par des capitaux privés urbains ou locaux comme 1.410 km de route sur 2.670. La reconnaissance par les autorités camerounaises de l'Université des Montagnes² est un autre exemple, qui illustre parfaitement la prise en charge du développement local en Afrique. Les fermes avicoles ou porcines, les vergers et périmètres maraîchers péri-urbains sont une création essentielle des

¹. Il ressort des travaux de la dernière conférence des recteurs des Universités d'Afrique tenue à Tripoli que le niveau des salaires mensuels des enseignants d'université se situe entre 1.125.000 Fcfa au Rwanda et 700.000 Fcfa au Burundi. Au Sénégal, l'assistant débutant a un salaire net d'environ 600.000 Fcfa et le professeur titulaire d'environ 1 million de Fcfa. Les universitaires camerounais et nigériens sont logés à la même enseigne, les professeurs titulaires ont gagné entre 350.000 Fcfa ou 450.000 Fcfa pour les plus heureux.

². L'Université des Montagnes (UdM), établissement d'enseignement supérieur privé du Cameroun, est né en 2000 de la volonté de plusieurs universitaires, hommes d'affaires et professionnels camerounais regroupés au sein de l'AED (Association pour l'Education et le Développement).

Africains à l'heure des « émeutes de la faim » dans les villes.

La création et l'urbanisation de Touba au Sénégal sont l'œuvre de la confrérie mouride. Enfin la prise en charge du développement de la région de Kayes au Mali ou l'informatisation des campagnes³ par la diaspora prouvent que les Africains ont su mettre la globalisation au service du développement du continent. On doit toutefois regretter le peu d'attention que de nombreux Etats accordent à leur diaspora. A l'instar des diasporas chinoises, indiennes ou coréennes aux Etats-Unis qui pilotent et/ou participent aux investissements publics et privés américains dans leur pays d'origine, la diaspora africaine doit se placer comme interlocuteur indispensable des investissements internationaux sur le continent en s'unifiant. Il y a là une ressource et un capital à organiser et à structurer. Une véritable coordination des savoirs, des connaissances et des réseaux manque afin d'assurer une intégration pleine et entière des Africains dans toutes les sphères internationales de décision et pour servir de tremplin aux transferts des connaissances et des ressources financières vers l'Afrique. Encore faudrait-il que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international imposent le droit de vote de ces Africains de la diaspora dans leurs pays respectifs, comme une « conditionnalité », pour que nos chefs d'Etat prennent conscience de leur poids économique, financier et relationnel!

On ne rappellera jamais assez que c'est de Chine, d'Inde et de Corée du Sud que viennent les soutiens, qui donnent de la force aux diasporas de ces pays aux Etats-Unis. Et que les tontines servent aussi au développement de leur pays.

L'Afrique ne doit-elle pas enfin « bouffer » la tontine ?

La pratique désignée par le mot français tontine est africaine ou asiatique. Les pratiques tontinières diffèrent fortement selon les sociétés africaines, mais elles ont atteint un niveau de sophistication proche des pratiques asiatiques chez les Bamiléké du Cameroun. Les structures présentées comme des tontines sont équivalentes des huiguan chinoises, définies comme « des associations qui se créent sur la base d'un dialecte commun, d'un clan ou d'un patronyme, à des fins religieuses ou éducatives, commerciales ou professionnelles et dont la vocation initiale est de protéger les membres face à un milieu hostile ».

L'exemple de l'Asie du Sud-Est montre l'importance des facteurs non-économiques, tel que la culture ou la politique dans la gestion du développement. Au delà des reproches que l'on a pu faire à l'interventionnisme étatique, son rôle dans la gestion du développement est irremplaçable comme le montre l'efficacité des politiques publiques en Asie du Sud-Est. Chaque société doit aussi s'appuyer sur ses structures propres pour promouvoir

son développement, si le souci d'équité est bien pris en compte, pour que la croissance par tous rime avec redistribution pour tous.

Le développement et la sophistication des pratiques tontinières dans les pays de la Zone Franc apparaissent comme paradoxaux au regard de la faiblesse de leurs performances économiques globales. Ces pratiques et leur apport au financement de l'économie et aux progrès des nations montrent que la valorisation des méthodes locales est une nécessité. Reconnaissons avec J.P. Warnier⁴ que le développement de « l'Afrique ne se fera pas à coup de programmes d'ajustement et par transfert d'ethos et de procédure de gestion importés et ignorant les réalités et les capacités du terroir... Les civilisations comme le développement sont les produits d'un bricolage incessant. Personne au demeurant n'a jamais réussi à faire table rase d'aucune civilisation. Rien ne change que par reprise de l'héritage. Le développement de l'Afrique s'inscrira dans son héritage propre ou ne se fera pas ». Autre interrogation : quelle peut être la contribution des tontines au succès des bourses de valeurs qui se développent en Afrique ?

Parce que les Africains en Afrique sont pris en otage par les gouvernements et leurs parrains internationaux, parce que la diaspora réunit « des originaires des pays africains » de père en fils, l'Afrique s'éveillera

³. En août 2006, les originaires du village Babountou aux Etats-Unis d'Amérique réunis au sein de l'association « Dja-keu » ont offert sous forme de don du matériel informatique pour les écoles, les dispensaires et la chefferie de ce village (Le *Messenger*, 21 août 2006).

⁴. Warnier J.P. 1993, Tontines et banques au Cameroun : la société des amis : pp 285-6

quand ces deux composantes pourront enfin travailler en réseau avec scientifiques et entrepreneurs partenaires. Les premiers apporteront le savoir et la connaissance du terrain et ceux de la diaspora, le savoir-faire, les relations et les fonds qu'ils auront épargnés en travaillant dans des sociétés qui rémunèrent le travail et valorisent l'intelligence. Elle s'éveillera aussi quand elle aura été capable d'être suffisamment exigeante pour construire un par-

tenariat responsable avec la Chine. Elle s'éveillera surtout, quand elle pourra enfin bénéficier de la tontine à laquelle elle a cotisé pour construire la prospérité dans d'autres régions de la planète. ■

HATCHEU TCHAWÉ E.
Université de Dschang, Cameroun,
Chercheur associé à l'IRD, enseignant – chercheur en sciences sociales, coordinateur du JCAD.
BP 394 Dschang.
Tél. 237 77 35 94 71/237 33 02 58 02.
Courriel : hatcheuemil@yahoo.fr

Le JCAD est une association de recherche pour le développement créée en 1997. Elle est constituée de jeunes chercheurs, universitaires, professionnels et techniciens, originaires du Sud et du Nord et qui acceptent de travailler ensemble pour promouvoir le développement durable, lutter contre la pauvreté dans les pays du Sud et faciliter les échanges Sud-Nord. Elle transforme les résultats de ses recherches en actions de développement avec la participation active des populations. Le JCAD contribue à la maîtrise et à la diffusion des nouvelles technologies. Il oeuvre en milieu rural et dans les centres urbains par l'encadrement des paysans et des jeunes entrepreneurs, l'accroissement du rôle de la femme dans le processus de développement, la protection et la valorisation des ressources et de la biodiversité.
jcadinternational@yahoo.fr

Pour en savoir plus

- Hatcheu Tchawé (E.), 2006 – « Marchés et Marchands des vivres à Douala » (Préface de Georges Courade), Paris, *L'Harmattan*, (Collection Mouvements Economiques et Sociaux), 190 p.
- Hatcheu Tchawé (E.), 2007 – « Entre participation politique et prise en charge du développement local : la société civile à l'épreuve des faits en Afrique », *Les cahiers de Préludes* n° 11, 2007.
- Hatcheu Tchawé (E.), Nzomo Tchuenta (J.) 2007: « De l'informel au formel: le défi de la bancarisation des tontines en Afrique. *Les cahiers de recherche du réseau Entreprenariat de l'AUF* n° 07-78, Juin 2007.
- Hatcheu Tchawé (E.), 2004, « Gérer le développement au Cameroun après l'ajustement: Et si le modèle venait de l'Est ! In : *Revue africaine de sciences économiques et de Gestion*, Vol VI n° 2, Juillet-Décembre 2004, *Presse universitaire de Yaoundé*, pp 70-90.
- **Le ventre de Douala**, Documentaire réalisée par Jean Christophe Monferran.

Ce qu'ils ont dit !

Un record d'inégalité en Afrique

« *Etudiant l'histoire de la construction de ces inégalités et plusieurs exemples contemporains, Denis Cogneau souligne le poids de l'héritage inégalitaire, tout en montrant qu'il ne constitue pas une fatalité.* »

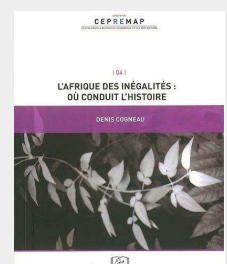
« La région la plus pauvre du monde est aussi celle où les inégalités de revenu sont les plus élevées. Elle cumule de fortes disparités de revenu entre pays différents d'une part, et au sein de chaque pays d'autre part.....

Un Africain moyen consomme deux fois moins qu'un Asiatique, quatre fois moins qu'un Latino-Américain, huit fois moins qu'un Européen (dix fois en excluant la Russie et la Turquie), et seize fois moins qu'un Nord-Américain.....

Par ailleurs, un Africain faisant partie du quart des Africains les plus riches consomme plus de quatre fois plus qu'un Africain faisant partie du quart des plus pauvres. Ce même rapport est inférieur en Amérique latine et en Europe, et il est

encore bien moindre (moins de trois) en Asie. Le dixième des Africains les plus riches consomme environ quatorze fois plus que le dixième des plus pauvres. Selon l'indice d'inégalité le plus usuel, à savoir l'indice de Gini, l'Afrique apparaît de loin comme la région la plus inégale (indice de 0.61), proche du niveau qui prévaut pour l'ensemble de la population mondiale (0.64)..... »

Denis Cogneau, L'Afrique des inégalités : où conduit l'histoire, Coll. CEPREMAP n° 4, Editions Rue d'Ulm/Presses de l'Ecole normale supérieure, 2007, pp. 11 et 13.



Des potentiels de réussites africaines aux richesses pérennes

La situation actuelle du monde est marquée par une hégémonie américaine en cours de contestation. D'autres blocs de croissance ont émergé, à l'instar de la Chine, de l'Inde, du Brésil et de la Russie. L'Europe cherche à se construire politiquement et économiquement. Par conséquent, ce monde devient plus divers pour penser le développement et les politiques économiques abandonnant le « consensus de Washington » ultra-libéral. Coexistent cependant une forte croissance des richesses économique-financières et une paupérisation, inversement croissantes. Que devient alors l'Afrique dans ce contexte ?

Dominée économiquement et politiquement, elle reste un continent aux économies extraverties. Malgré cela, on peut penser qu'elle s'éveillera de manière non incantatoire en partant des sociétés africaines elles-mêmes. Et si le PIB de l'Afrique a progressé de 5 à 6 % en moyenne ces dernières années, ces améliorations ne sont pas encore pérennes, car elles sont disparates, hétérogènes et que de très fortes inégalités persistent. L'entrée du continent dans la mondialisation l'oblige à devenir « compétitif ». Pour l'être, il doit transformer ses talents et potentiels en richesse réelle, avec ses valeurs ajoutées sociales et économiques et éviter de se vider de ses richesses humaines.

Bien que l'Afrique soit multiple et hétérogène tant par les niveaux de développement que par ses cultures, notre propos se voudra transversal, car il existe des problématiques et des dynamiques communes. Nous nous emploierons à apprécier les potentialités exploitées et inexploitées et à déterminer relais et conditions pour leur émergence et optimisation. Une série d'exemples de réussites viendra étayer cela.

Analyse des différentes potentialités exploitées

Les peuples africains sont généralement dynamiques dans leurs vies quotidiennes, n'attendant que rarement l'aide étatique. Ainsi s'inscrivent-ils de leur propre chef dans des entreprises socio-économiques, qui leur assurent bien plus que de la subsistance.

Economie sociale et solidaire :

Ce secteur bénéficie d'une culture de solidarité, du fort lien social qui existe à l'intérieur des populations. Des traditions culturelles d'assistance réciproque, de multiples activités économiques se sont créées, que ce soit dans l'informel ou dans le formel, allant du self-emploi à la PME, de l'artisanat à l'unité de production et de transformation. Les instruments comme les tontines, les mutuelles d'épargne et de santé, les organismes de micro-finance, se sont considérablement développés, créant ainsi de l'activité économique, des emplois, la possibilité de se soigner. Le Bangladesh n'a pas été le créateur de la micro-finance, cet instrument a toujours existé en Afrique, M. Yunus l'ayant certainement scientifié. Le dynamisme de ce secteur a tellement pris d'ampleur que des institutions de régulation au Cameroun en 2005, sous l'instigation de la BEAC, ont procédé à une épuration de près de 600 organismes de micro-finance, sur 1.200 recensés, afin d'éviter la gabegie.

Sous l'instigation de la BCEAO, afin de répondre à des créations d'activités par des personnes et entrepreneurs généralement exclus du système bancaire, la BRS (Banque Régionale de Solidarité) a été créée en 2003. Le groupe Ecobank s'est engagé, en 2006, à mobiliser 300 millions de dollars US sur le marché des capitaux, pour le renforcement des capacités des institutions de micro-finance africaine.

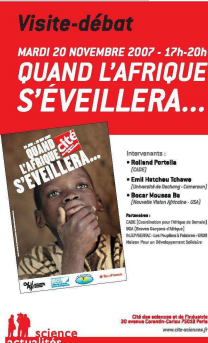
Développement local

Ce type de développement prend de l'ampleur car les communautés locales se sentent évidemment d'autant plus concernées, qu'elles ressentent plus directement dans leurs vies les effets des investissements locaux. Les investissements étatiques, ou par le biais de la coopération décentralisée, ne viennent qu'en complément, atténuant par ailleurs les risques d'investissements « clés en main ».

Grâce à des communautés de base et des PME locales d'Ouganda, du Kenya et de Tanzanie, un projet a consisté à créer des centres de recyclage des ordures ménagères, afin de déboucher sur des emplois et de créer des revenus. 4.000 personnes ont été employées, 107 entreprises engagées dans différentes phases de prestations de services et organisées en associations afin de mutualiser leurs compétences. Les ministères et les autorités locales concernées ont profité de cette dynamique endogène pour définir un programme de gestion de déchets solides, de politiques nationales en la matière et le DFID (Département britannique pour le développement international) a apporté un soutien financier.

Externalisation de services

A un autre niveau, on voit émerger des entreprises florissantes dans l'externalisation de services pour les industries occidentales de télécommunications, pour l'informatique et les services financiers. C'est le cas de certaines sociétés sénégalaises, marocaines ou mauriciennes. Avec de la main d'œuvre bon marché, ces entités développent de plus en plus de services à valeur ajoutée, ainsi que de l'expertise, en employant des personnes de plus en plus qualifiées.



Au Sénégal, l'entreprise Center Value créée en mars 2004, avec un capital de 1,1 million d'euros, se positionne comme l'un des acteurs clés de la gestion de la relation client offshore, avec 180 conseillers commerciaux rompus aux métiers du télémarketing. Toujours au Sénégal l'entreprise " Call me " qui a débuté ses activités en février 2002, est le premier centre de contact multimédia en Afrique de l'Ouest, spécialisé dans la gestion de la relation client à distance. Elle est filiale du groupe Chaka, pionnière de l'informatique vocale au Sénégal, qui propose des logiciels de couplage téléphonie/informatique et propose des applications pour les centres d'appels qu'elle développe elle-même.

Potentiels non transformés en richesse

En Afrique, existent de nombreuses potentialités tant humaines qu'en matières premières, mais il faudrait optimiser leur exploitation afin qu'elles deviennent de véritables richesses pérennes.

Les humains

Beaucoup de progrès en termes de formation et d'éducation ont été réalisés ces dernières années, même si des plans d'ajustements structurels ont sapé cette dynamique. De nouvelles générations d'élites sont formées dans l'enseignement supérieur africain, mais de nombreuses compétences manquent alors que nombre de diplômés sont sur le marché du travail, faute d'adéquation entre formations et marchés, mais aussi du fait de la fuite des cerveaux. En 2007, en Afrique du Sud au forum mondial, les chefs d'entreprises disaient leurs difficultés à trouver certaines compétences qualifiées.

La Tanzanie, qui veut créer un million d'emplois par an, a mis sur pied le Tanzania National Business Council, qui fournit notamment un cadre d'échange aux secteurs privé et public en liaison avec le développement des jeunes.

Les matières premières (pétrole, gaz, minerais divers, bois, etc.)

Les gisements existants, souvent énormes, n'ont pas eu les effets induits attendus sur le plan industriel et en maîtrise des technologies et des savoir-faire pour l'extraction - production. Manque de volonté politique et corruption des dirigeants africains, en sont les causes principales. Il en résulte alors des économies extraverties et de rente, dépendant des cours des marchés mondiaux, ainsi que des rapports de force géostratégiques

Une école spécialisée dans le secteur du gaz, a été créée en 2005 en Guinée Equatoriale, afin que des techniciens et cadres nationaux bénéficient d'un transfert de compétences et de savoir-faire par les compagnies exploitantes.

Une agro-industrie bénéficiant d'accompagnements structurels et financiers, devrait être porteuse d'emplois, de marchés nationaux et régionaux.

Au Nigeria un regroupement en coopérative agricole de producteurs de miel, Beekeeping Extension Society, visant un marché international de pharmacie et de produits cosmétiques, a défini, avec des partenaires techniques, des programmes de transformations industriels. Le gouvernement fédéral a demandé aux banques de mettre en place un système de crédit particulier, n'excédant pas 3 % de taux d'intérêts et garantissant une partie des prêts.

La biodiversité

Certains pays d'Afrique sont naturellement dotés en soleil, vent et matières végétales propres aux énergies renouvelables (coton, jatropha, palmier à huile, canne à sucre, amidon de manioc). Il serait temps que ces matières premières naturelles soient exploitées pour répondre aux besoins énergétiques nationaux. L'investissement financier et technologique dans ce sec-

teur peut engendrer des opportunités d'exportations à l'international, génératrices de devises étrangères.

L'entreprise Alcodis, à Maurice, produit depuis 2003 de l'éthanol à partir de la mélasse. Les autorités gouvernementales mauriciennes ont lancé, depuis 2006, un test grandeur nature sur des voitures, expérience suivie par le Département d'ingénierie de l'université de Maurice et par la Motor Vehicle Dealers Association (MVDA), association d'importateurs de voitures neuves. Alcodis qui a embauché 150 personnes souhaiterait à l'heure actuelle, exporter jusqu'à 30 millions de litres chaque année. Pour prospecter le marché international, l'usine s'appuie alors sur son partenariat avec le plus gros producteur et distributeur d'éthanol sur le plan mondial, le groupe suisse Alcotra. Le Brésil a un projet d'investissement de 100 millions de \$ dans la construction d'une usine d'éthanol en Angola. La filière jatropha est très prometteuse. Sa culture n'entre pas en concurrence spatiale avec les cultures traditionnelles à objectif alimentaire ou les forêts tropicales – la plante de jatropha peut pousser dans les zones arides. D1 Oils en Tanzanie l'exploite afin de commercialiser son huile sous forme de biocarburants.

Les TIC

Les TIC ont un potentiel très important dans un continent qui doit rechercher une meilleure compétitivité dans la mondialisation et combattre les inégalités sociales. La demande de connexion est considérable car elle concerne toutes les catégories de population, du paysan qui cherche à vendre ses produits, à l'entreprise qui recherche des débouchés pour ses exportations, en passant par l'étudiant en quête des meilleures formations et des sources d'informations. Actuellement seul 4 % de la population africaine a accès à Internet, dont seulement 1 % au haut débit. Le besoin d'investissement en infrastructures pour l'Internet est de l'ordre d'un minimum de 80 milliards de dollars.

Un Centre d'excellence en la matière a été créé à Kigali, sous l'instigation du Président de la Banque Africaine de Développement, afin de proposer les solutions technologiques et stratégiques pour le développement des TIC en Afrique. Les USA seraient intéressés à participer à un plan d'investissement de 55 milliards de dollars

L'Afrique a su adopter très rapidement le téléphone mobile, plus vite que certains pays occidentaux. On comptera d'ici 3 à 5 ans, 300 millions d'abonnés en téléphonie mobile, sur 900 millions d'habitants. Cette dynamique, à n'en pas douter existe pour l'accès à l'Internet, avec les implications, notamment financières, que l'on peut en attendre.

Au Kenya, Mpesa de Safaricom et Sokotele sont des systèmes de services financiers et de transfert d'argent sur mobiles, ciblant ainsi les populations non bancarisées.

La Compagnie Africaine de Technologies Informatiques (Cati), basée à Dakar, s'est lancée depuis 2003, dans la fabrication d'ordinateurs « made in Sénégal », de serveurs et postes de stockage de données, au sein de la Technopole de Dakar.

Afrisoft est une société ivoirienne spécialisée dans la conception de logiciels, dans les domaines des ressources humaines et de la gestion financière et commerciale. Son originalité réside dans la production de logiciels adaptés aux particularités de l'Afrique, en termes de culture d'entreprise et de gestion.

La finance

Si les individus et les ménages peuvent trouver des solutions de financement par le biais des tontines et mutuelles d'épargne, du micro-crédit, l'entreprise en tant que structure procède le plus souvent par autofinancement de ses activités.

Les banques africaines sont souvent en surliquidités. Une institution comme la BCEAO posséderait entre 1.500 et 2.000 milliards de FCFA de réserves de change.

Les ressources financières intérieures ainsi que l'épargne existent, mais ne sont que très peu employées dans l'investissement productif, notamment pour les PME. D'où l'impérieuse nécessité de créer des mécanismes de garanties de risque, des fonds de capital-risque, de mésofinance (le chaînon manquant).

Alors qu'au Mali, 800 guichets de services financiers de proximité collectent 35 milliards de francs CFA et distribuent 45 milliards de prêts, une PME ivoirienne, la SIMAT, manquant de capitaux pour son développement, s'introduit sur une bourse occidentale (Euronext, marché libre) pour y remédier.

Les transferts de fonds des immigrants de l'Afrique subsaharienne, estimés entre 8 et 10 milliards de dollars en 2006, sont un potentiel financier très important, dépassant dans certains pays l'APD et l'IDE. Il faudrait des mesures d'incitation et de structuration des économies pour que cette manne se dirige véritablement dans l'investissement productif. Enfin, une meilleure compétitivité des opérateurs de transferts d'argent est à souhaiter, car elle permettrait de baisser les coûts de ces transferts.

Les sites de comparaison des tarifs comme www.envoirdargent.fr, promu par l'AFD, devrait donner une meilleure information sur les meilleurs prix de transferts.

Liquid Africa, créé par Cyrille Nkontchou, un Camerounais, est une plateforme financière et boursière online qui donne, en temps réel, les cotations de 18 places boursières africaines.

Mo Ibrahim, l'ancien créateur de Celtel, a lancé avec 150 millions de dollars, l'Africa Enterprise Fund, un fonds d'investissement qui a vocation à investir dans des compagnies prometteuses avec un ticket moyen qui devrait osciller aux environs de 20 millions de dollars par entreprise, qui respecte des critères de bonne gouvernance.

La culture, les médias, l'image

Les richesses culturelles africaines sont reconnues. Elles doivent cependant encore mieux imprégner la jeunesse africaine et trouver des véhicules médiatiques diffusant dans le monde, pour dépasser l'auto-complaisance communautariste. La communication, dans la mondialisation actuelle, est une arme stratégique de présence.

« Afrique Active » magazine mensuel lancé en 2004, veut être un outil de réflexion stratégique, une vitrine de l'Afrique en pleine mutation.

« Matalana, le Temps de l'Afrique », mensuel qui veut montrer les réussites de l'Afrique, les « success stories » à l'africaine, avec ses pays émergents, ses créateurs de talent et ses entrepreneurs de haut niveau.

« Les Afriques » un nouveau journal de la finance africaine, disponible en Afrique et en Europe, devrait pallier le déficit d'informations financières sur le continent.

« CNBC Africa » la première chaîne africaine à diffuser en continu, dédiée aux informations économiques concernant le continent.

Les sites internet à l'instar de grioo.com, ont des rubriques consacrées à des parcours de réussite.

De l'exploitation des potentiels à la structuration de politiques de développement

La transformation des potentiels en richesses, et des richesses en valeurs ajoutées pérennes, requiert un bon niveau de structuration des politiques de développement et des modes de gouvernance. Et en Afrique, d'une manière générale, ce sont les peuples, les entrepreneurs, les mouvements sociaux qui créent de la dynamique. Atteindre des niveaux de développement socio-économiques viables, suppose lever des obstacles comme la carence des « élites » politiques et gouvernementales, qui asphyxient ou méconnaissent les initiatives endogènes. De trop nombreux gouvernants pensent qu'ils perdraient de leurs acquis économiques et de leur influence,

s'ils favorisaient l'émancipation de leurs citoyens.

Les points d'ancrage

Les gouvernants doivent identifier les points d'ancrage culturels, historiques, de savoir-faire, de potentialités socio-économiques pour élaborer une stratégie de développement. Les sciences humaines doivent avoir un rôle essentiel de restitution scientifique des fondements et des dynamiques positives, aux peuples et « élites » acculturées, pour construire les identités et le développement.

Les politiques endogènes

Cela permettrait des politiques endogènes, où les populations se sentiraient concernées, car prenant en compte leurs aspirations. Les politiques des bailleurs de fond internationaux, les accords économiques ne doivent venir qu'en renforcement des structurations endogènes, et non l'inverse. Il faut stopper les erreurs des bailleurs de fonds et en finir avec le bilan catastrophique des politiques gouvernementales dans tous les domaines.

Feu Joseph Ki-Zerbo avait créé en 1980 le CEDA (Centre d'Etudes pour le Développement Africain), centre panafricain d'études et de recherches opérationnelles sur le développement endogène en Afrique, avec pour objet d'entreprendre toute recherche et toute activité de formation ou de production pour le développement endogène et autonome intégrant les aspects socio-culturels africains.

Création de centres d'intelligences collectives

En fonction des besoins économiques et sociaux recensés, il est impératif de créer et d'organiser des centres d'excellences sectorielles qui apportent des solutions de développement. La mutualisa-

tion des compétences entre chercheurs et praticiens, l'irrigation croisée de pensées créent des intelligences collectives devant aboutir à des résultats et propositions concrètes. Le financement de ces centres pourrait se faire par les banques de développement ou le mécénat d'entreprise. Leur intérêt majeur est de permettre de maîtriser en amont les processus de développement technologique et économique (Ex. : centre agro au Cameroun).

Il incombe enfin à une partie de la société civile de réfléchir et de proposer des solutions originales et alternatives aux politiques économiques et sociales actuelles (think tank).

• L'inversion de la fuite des cerveaux

Les gouvernants africains doivent impérativement intégrer dans les politiques de développement le retour de la diaspora, afin que la richesse des compétences de celle-ci serve au développement de l'Afrique. Les retours peuvent être temporaires pour des projets déterminés, ou virtuels par des transferts de compétences utilisant à distance les TIC. Le préalable en est l'établissement par les Etats de cartographies fiables en besoin de compétences, qui viendraient accompagner les compétences locales. Les diasporas ont à faire le même travail, ce qui leur permettrait de s'imposer comme relais et composantes actives des politiques de développement des bailleurs de fonds internationaux.

• La structuration du marché du travail

Chaque Etat doit définir gisements et besoins d'emploi en fonction de sa stratégie de développement, établir une prospective en la matière, puis la mettre en adéquation avec les politiques d'éducation et de formation.

Un meilleur profit du nouveau contexte géostratégique

Le nouveau contexte géostratégique voit l'essor rapide des pays émergents, dont les croissances nécessitent l'importation de matières premières africaines. Ce contexte aurait dû permettre à l'Afrique, non seulement de bénéficier de certaines infrastructures, mais d'imposer des transferts de technologie et de savoir-faire, plutôt que de négocier au moins disant. Il est impératif qu'elle ne soit pas un continent convoité, et que les nouveaux partenariats économiques soient générateurs d'effets induits économiques et sociaux. Il s'agit de sortir de l'extraversion des économies africaines. D'ailleurs, ne faudrait-il pas que certains secteurs des économies nationales soient réservés aux nationaux, afin de leurs garantir un minimum de revenus ? Est-il normal que certains commerces « traditionnels » soient détenus par des Chinois, aux prix plus compétitifs ? Cela ne va-t-il pas créer davantage de distorsions économiques et sociales ?

Conclusion :

L'Afrique s'éveille si l'on observe tous ses potentiels humains et économiques, ses réussites et ses dynamiques internes. Les populations et citoyens africains mettent en œuvre des dynamiques de qualité, utiles dans le contexte de la nouvelle mondialisation. Une élite au comportement rigoureux, ayant un sens élevé des responsabilités, doit jouer le tempo de la structuration organisationnelle et stratégique. Reste à sortir du jeu des intérêts particuliers, des clientélismes et de la conservation des pouvoirs, par le truchement de systèmes multipartistes. Ce sont donc les gouvernants actuels qui sont à éduquer dans le processus de développement, car les peuples sont souvent en avance sur eux. ■

Roland Portella Past
Président de Gens d'affaires dans la
Cité et Administrateur de la CADE
20 novembre 2007

LA CARAVANE DES SAVOIRS POUR LE DEVELOPPEMENT LE DROIT ET LE DEVOIR DE REVER



Cette fiche très brève est une présentation d'une initiative camerounaise conduite par E. Tchawe Hatcheu. Elle n'a retenu que l'essentiel d'un livret de quinze pages présentant cette « Caravane » et distribué à chaque étape. Il comprend, notamment des citations de personnalités africaines et d'experts (Alpha Omar Konaré, Edem Kodjo, Georges Courade, Hatcheu et Nzomo), dont quelques unes seulement apparaissent.

La Caravane des savoirs pour le développement est une manifestation itinérante qui s'est rendue à Bafoussam, Bafang, Bana, Bangangté, Dschang, Mbouda et Foumbam. A chaque étape, le public a participé avec beaucoup d'enthousiasme et les autorités sont demandeuses pour les villes où la Caravane n'est pas passée. Elle s'inscrit dans le cadre de la Promotion de la Culture Scientifique et Technique (PCST) en Afrique.

Les différentes activités s'articulent autour de trois modules :

- La projection en salle des documentaires scientifiques, *Le ventre de Douala, Les TIC au Sénégal, Du Big Bang à demain,*

- Les tables rondes ou conférences- débats,
- L'exposition de photographies et de posters.

La contribution de la recherche scientifique au développement est le thème central de la Caravane.

Elle souhaite partager un message d'espoir et d'optimisme avec ceux qui sont les plus concernés par le devenir de l'Afrique, les jeunes des lycées et collèges, les universitaires, les associations de producteurs et de commerçants. Consciemment ou non, cette jeunesse invente à travers la pratique, par bricolage fait d'échecs et de réussites, dans les ateliers, les garages ou les champs. Cette Afrique de demain doit garder à l'esprit que l'invention est fille de la curiosité et de la science.

Le « désarroi », la hantise et même le défaitisme par rapport à l'avenir, au Cameroun comme un peu partout en Afrique, contrastent paradoxalement avec la richesse culturelle et le « dynamisme » de leurs peuples.

QU'EST-CE QUE LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (CST)?

La culture scientifique peut être définie comme « **l'ensemble des connaissances et compétences en sciences et technologies que les individus ont acquises et utilisent au quotidien** » au même titre que la culture littéraire et artistique.

La culture scientifique est indissociable de la « culture générale » et elle est partie intégrante de celle-ci. Elle peut faire intervenir tous les autres acteurs culturels (artistes, philosophes, etc.).

La vulgarisation scientifique désigne les pratiques de diffusion des connaissances scientifiques de spécialistes à néophytes. Le vulgarisateur peut être soit le producteur des connaissances, soit un médiateur. Il doit favoriser le dialogue entre scientifiques et public, dans un sens comme dans l'autre. Il fait une animation scientifique.

Partout, la plupart des citoyens s'interrogent sur le bien-fondé des inventions et des innovations scientifiques. Il peut être intéressant pour un porteur de projet de répondre à ce besoin de réflexion en proposant un débat constructif, animé par des scientifiques, sur des thématiques touchant de près ces sujets.

• Environnement

La protection de l'environnement doit nécessairement passer par la connaissance de tout ce qui le compose.

• Santé

En matière de santé publique, de nombreuses campagnes de prévention et de soin sont menées aujourd'hui. Mais le message, parfois trop directif, comme l'obligation de se faire vacciner, est souvent difficile à faire passer. Donner aux citoyens la possibilité de le comprendre grâce, entre autres, aux opérations de culture scientifique, contribue à l'efficacité de ces campagnes de prévention.

• Patrimoine

Les actions culturelles concernant le patrimoine, l'ethnologie, l'histoire des techniques, etc., font partie intégrante de la culture scientifique.

Sans culture scientifique et technique, aucune population ne peut appréhender les enjeux de son développement ni maîtriser son avenir. C'est pour combler ce manque qu'a été conçu et mis en œuvre le PCST. Il s'adresse en priorité aux jeunes, les plus aptes à s'approprier les savoirs scientifiques et techniques et à les « mettre en culture ». Mis en place fin 2004 par le ministère français des Affaires étrangères, le PCST est conduit par l'Institut de Recherche pour le Développement dans les pays suivants : le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, Djibouti, Madagascar, le Mali, le Maroc, le Sénégal, le Tchad et le Yémen.

« A force d'avoir regardé vers l'extérieur, de s'être organisé vers l'extérieur et pour l'extérieur, à force d'avoir accepté tout de l'extérieur, concepts comme produits, l'Afrique a perdu la boussole de son intériorité et subi plus que tout autre les effets pervers de la crise venue de l'extérieur... Mais la crise aura pourtant eu un effet bénéfique. Elle aura servi de révélateur, projetant une lumière crue sur nos défaillances, relevant nos erreurs d'orientation, stigmatisant notre stratégie, dénonçant la persistance de notre démarche d'arrachement de soi à soi, non seulement au plan politique et culturel, mais surtout au plan de développement économique... (EDEM KODJO, 1985).

« Si les leviers économiques d'une croissance forte existent, la vraie bataille est sociologique et suppose un changement dans les comportements qui ne pourra venir que dans l'ouverture de l'ascenseur social aux nouvelles générations et aux cadets sociaux. La société camerounaise reste verrouillée et ce changement ne pourra être que gradué et progressif. » (COURADE, 2005).

« Pour que la croissance soit forte et qu'elle enclenche un développement durable, il y a beaucoup à faire dans le tréfonds de la société camerounaise, une fois l'Etat mis en position de responsable de l'équipe Cameroun. Les interrogations portent sur plusieurs points :

- ☛ dépasser le fossé entre l'état de l'économie et le moral de la nation et de ses élites,
- ☛ retrouver les repères majeurs du service public chez les serviteurs modestes de l'Etat,

☛ *Vaincre une corruption qui a gangrené la société à un point inimaginable* ». (COURADE, 2005)

« Dans une économie comme celle du Cameroun largement dominée par la micro-entreprise il convient peut-être d'accorder toute son importance à la formation sur le tas. Ce modèle suppose que les patrons d'aujourd'hui, y compris l'Etat, acceptent d'investir dans la formation de la génération future. Il s'agit en effet de détecter parmi ses employés, des jeunes ambitieux et talentueux dont la force réside dans le potentiel et le dynamisme dont ils sont crédités et leur garantir la parfaite maîtrise des techniques, des compétences et des connaissances dont ils auront besoin pour rendre l'entreprise plus compétitive et négocier en toute sérénité un partenariat authentique avec les investisseurs étrangers ». (HATCHEU, géographe et NZOMO, économiste)

« Après les études commandées par les institutions internationales au début des années 1990 pour tester la capacité de résistance des Africains aux mesures draconiennes du PAS, d'autres études doivent à présent essayer de comprendre les réalités, les atouts et les contraintes des entrepreneurs de rue. Il revient aux dirigeants africains, qui, mieux que les créanciers internationaux, devraient discerner ce qui est bien et durable pour leurs peuples, la tâche de procéder à un inventaire exhaustif de ces myriades de micro-entreprises qui essaient les rues des villes et ne demandent qu'à franchir le pas qui ouvre la voie des petites et moyennes entreprises juridiquement sereines et financièrement assises. (HATCHEU et NZOMO, 2007).

EN GUISE DE CONCLUSION : REVER ET FAIRE REVER

Rien ne devrait faire oublier aux Africains et aux amis de l'Afrique le droit de rêver d'un avenir meilleur. La jeunesse africaine en Afrique comme celle de la diaspora rêve de voir chaque petit hameau du continent devenir rapidement, sinon un paradis, du moins un Eldorado où on construit sereinement la confiance en l'avenir, du continent africain.

Personne aujourd'hui n'est indifférent à la montée en puissance du phénomène Barak OBAMA au Etats-Unis. Elle fait «rêver» non seulement les minorités aux Etats-Unis d'Amérique, mais également l'Afrique toute entière, du Cap au Caire. Lors de la 26e édition de la coupe d'Afrique des Nations de football au Ghana, la jeunesse africaine issue pour la plupart de la diaspora a su faire rêver les gamins et gamines d'ici et d'ailleurs en montrant une image d'une Afrique conquérante et compétitive.

Prendre acte de ces évolutions symboliques et porteuses d'espoir doit donner à la jeunesse africaine le droit de rêver.

Le Rêve que porte la mondialisation n'aura de sens pour l'Afrique et pour la jeunesse africaine que quand la diaspora africaine pourra revenir librement et légitimement investir et s'investir sur le continent.

Il nous faudra réorienter nos actions, nos missions, nous faire violence pour nous adapter à un contexte plus diffi-

cile et plus hostile. Je propose très modestement que les Africains et les amis de l'Afrique s'engagent à chercher, à identifier et à promouvoir partout en Afrique les acteurs et partenaires innovateurs et compétitifs.

Seuls ces acteurs peuvent rassurer les partenaires internationaux sur notre capacité à répondre aux exigences de compétitivité dans le domaine de la science, de la création, de la créativité et apporter en même temps notre contribution au développement économique et social de nos populations, en mettant en avant notre propre vision du monde.

Ensemble nous pouvons nous atteler fermement au vrai combat qui nous interpelle.

Nous pouvons choisir pour compagnon de route, cette autre Afrique, qui a tant de peine à trouver des partenaires. Dans une logique de survie, elle évolue dans la clandestinité, elle est dans le secteur informel... En réalité, elle forme la pépinière de la nouvelle génération d'entrepreneurs africains. Elle aspire à devenir partenaire des puissances et des multinationales occidentales et asiatiques.

Si toute grande œuvre naît d'une passion individuelle, sa réalisation est toujours une affaire de groupe. Il faudra être individuellement et personnellement convaincu pour porter et partager le rêve et le droit de rêver de l'avènement d'une Afrique de demain, plus audacieuse et plus crédible.

E. T. HATCHEU, JCAD.

Sorosoro : pour que vivent les langues du monde

C'est le thème choisi pour tenir la première réunion de la « Fondation Chirac, agir au service de la paix », les autres thèmes étant pour le moment : l'accès aux médicaments, l'accès à l'eau, la lutte contre la déforestation et la désertification. Il s'agit donc ici du soutien aux langues et cultures menacées.

On peut affirmer que le dérèglement de notre patrimoine culturel s'accompagne, la plupart du temps, de déclassement social, car une culture est vue dans ce qu'elle peut apporter à l'universel. Le combat pour la diversité est aussi un combat pour la dignité et un combat pour la paix. C'est pourquoi la fondation Chirac porte une attention prioritaire au sujet des langues et cultures menacées d'extinction.

La séance a eu lieu au Musée des Arts Premiers. « Sorosoro » est un mot araki qui signifie « souffle, parole, langue ». La langue araki n'est plus parlée aujourd'hui que par huit personnes au Vanuatu, un petit Etat du Pacifique, où l'on trouve la plus grande densité de langues au monde.

Nous donnons ci-dessous le titre des conférences et le nom des spécialistes qui ont pris la parole.

Présentation du projet Sorosoro par Rozenn Milin, Directrice du programme.

Introduction aux rencontres par Eric Orsenna, écrivain, prix Goncourt, membre de l'Académie française et par Rigoberta Menchu, prix Nobel de la Paix 2002, membre du Comité d'honneur de la fondation Chirac.

- Comment penser la diversité linguistique : de quoi est-elle faite et pourquoi la préserver ? Colette Grinevald, linguiste, CNRS, Université de Lyon 2, membre de l'Institut universitaire de France.
- Comment les linguistes et les communautés autochtones documentent et revitalisent les langues en danger. Peter Austin, directeur du ELAP Endangered Languages Academic Programme de SOAS, Université de Londres.
- Les langues du Gabon et la biodiversité : 7.000 noms d'animaux répertoriés. Patrick

Mouguiama-Daouda, linguiste, Université Omar Bongo, Gabon.

- Les langues du Guatemala : quand les Mayas mettent en place le processus de revitalisation. Juliana Sis Iboy, linguiste, directrice d'OKMA (Centre de recherche et de documentation des langues Maya du Guatemala).
- Vanuatu, un petit Etat, la plus forte densité linguistique au monde : les politiques de préservation. Hannah Vari-Bogiri, linguiste, université du Pacifique Sud (Vanuatu), spécialiste de la langue araki (8 locuteurs) qui donne son nom au programme Sorosoro.

Les interventions ont été suivies d'une série de questions. M. Jacques Chirac clôturera la séance en remerciant très vivement les orateurs, dont certains venaient de très loin. ■

Denyse de Saivre

Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901

Président : Jean-Loïc Baudet

Président d'honneur : Michel Levallois

Vice-présidents : Raymond Césaire,

Georges Courade,

Xavier de Franssu, Henri Senghor

Secrétaire général : Claudie Lasserre

Trésorier : Philippe Mathieu

La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet

Comité de rédaction : Robert Ginésy,

Jean-Louis Domergue

Michel Levallois, Philippe Mathieu,

Denyse de Saivre, Henri Senghor,

Jean Brice Simonin.

Maquette : Sara Desessard

Crédits photos : Cité des Sciences et de l'Industrie

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels
75011 Paris, FR.

Tél.: 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50

Courriel : endacade@wanadoo.fr

Site : www.afrique-demain.org

Abonnement à La Lettre de la CADE :

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Courriel

Abonnement seul : 30 euros, - étudiants : 8 euros, - entreprises, collectivités locales : 150 euros. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 45 euros. Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.